

LA PARTICIPATION DES POPULATIONS ANALPHABETES A L'ELABORATION DES ORIENTATIONS STRATEGIQUES POUR LE DEVELOPPEMENT DE LEURS ACTIVITES

R. C. TOSSOU

*Faculté des Sciences Agronomiques, Université d'Abomey-Calavi, 01 BP 526
Cotonou, Bénin*

RESUME

La planification a été, pendant longtemps, l'œuvre des structures d'intervention et dans une moindre mesure des populations rurales lettrées. C'est dans le souci de combler cette insuffisance que nous avons choisi, dans le cadre des planifications sectorielles, de travailler dans un secteur dominé par des analphabètes. L'expérience qui a servi de base à la rédaction du présent article a été menée dans le Département du Zou au Bénin avec des femmes et hommes analphabètes du secteur du commerce et de l'artisanat de service. La méthodologie utilisée est celle de la recherche-action, méthodologie par laquelle le chercheur joue un double rôle : celui d'acteur et celui d'observateur des actions en cours. Ces travaux ont permis de constater que malgré leur analphabétisme, ces acteurs peuvent contribuer à une bonne planification du développement de leur secteur d'activité s'ils sont placés dans les conditions idéales avec des méthodes de facilitation appropriées. Ainsi, les résultats de cette recherche-action ont montré que les populations analphabètes des milieux ruraux ont soif d'être responsabilisées pour le développement de leur secteur d'activités. Ainsi, malgré les contraintes de tous genres inhérentes aux conditions spécifiques des femmes, une bonne délimitation des tâches à accomplir, la création d'un contexte de facilitation assez flexible, et surtout le choix de la langue locale comme canal de communication créent les conditions propices pour une participation effective et efficace des analphabètes à la prise des décisions qui les concernent et les affectent. Par conséquent, il s'avère donc nécessaire d'opérer des transformations de mentalité et de comportement au niveau des intervenants pour réduire ce fossé linguistique qui existe entre lettrés et analphabètes, fossé qui s'élargit de plus en plus et qui ne facilite pas les interactions et ne valorise pas les perceptions, connaissances et compétences locales. Il y va du succès de la décentralisation tant attendue des populations et les partenaires au développement. Une bonne expression de la démocratie à la base et une gestion transparente des affaires publiques ne pourront être réalisées sans une communication efficace.

Le présent article, après une description de l'expérience et des mécanismes d'implication des analphabètes, a fait ressortir, à travers une discussion des résultats, les leçons qui en découlent.

Mots-clés : Planification du développement, approche sectorielle, participation locale, analphabétisme.

ILLITERATE PEOPLE'S PARTICIPATION IN DESIGNING STRATEGIC ORIENTATIONS FOR THE DEVELOPMENT OF THEIR ACTIVITIES

ABSTRACT

Development planning has been for a long time implemented by intervention structures and in a least measure by literate farming people. The research carried out here attempted to bridge this gap and reduce these weaknesses. The basic experience from which the present article was drawn took place in the Zou Department in the centre part of Benin with illiterate women and men of the sectors of trade and service handicrafts. An action-research methodology was used. In such research situation, the role of the researcher is twofold: actor and observer of the social action. This work showed that, in spite of their illiteracy, actors could well contribute to the planning of the development of their sectors of activity if they are placed in ideal conditions with suitable facilitation methods. It appeared also that the illiterate populations of rural areas were thirsty to be given responsibilities for the development of their activities. Whatever were obstacles derived from the cultural tasks of female the population specifically, a good distribution of tasks to be accomplished, the setting up of a flexible facilitation context and especially the choice of the local language as communication channel created favourable conditions for an efficient involvement of the illiterates in decision-making processes that concern and affect them. Therefore, it urged to operate some transformations in the mentalities and behaviour of the intervention agents in order to reduce the linguistic gap that exists between literate and illiterate since this gap was growing more and more and did not facilitate interactions and perceptions crossing, knowledge and local expertise. Decentralization could then succeed as people and development partners expect. A good expression of democracy at grassroots level and a transparent management of public affairs could not be achieved without an efficient communication.

Through the description and analysis of the action-research methodology and participation mechanisms, this article tries to draw relevant lessons for the work with rural people.

Keywords: Development planning, local participation, illiteracy, sector approach.

INTRODUCTION

Pendant longtemps, la planification du développement au Bénin a été l'œuvre des services techniques de l'Etat. Dans ce cas, les populations, bénéficiaires potentiels et privilégiés, sont peu ou pas associées à l'identification des services qui sont censés améliorer leurs conditions de vie. Plus récemment, les Associations de Développement, les Organisations Non Gouvernementales (ONG) ont commencé par prendre une part active dans cette entreprise. Ainsi, différents outils participatifs sont utilisés de plus en plus pour une

meilleure implication desdits bénéficiaires dans l'élaboration des actions. Mais même dans ce cas, les représentants de bénéficiaires sont souvent des lettrés ou des hommes qui semblent maîtriser les secteurs concernés mais, en réalité, qui ne sont pas toujours de véritables acteurs dans lesdits domaines. Que ce soit dans l'un ou dans l'autre cas, il est évident qu'il existe une désarticulation entre les groupes d'acteurs concernés par le développement, laquelle désarticulation est souvent source de conflit entre services techniques étatiques et ONG ainsi que de faible niveau de responsabilisation et d'appropriation des actions par lesdits bénéficiaires en général et surtout par les analphabètes en particulier.

Dans le cadre d'un projet d'appui à la décentralisation au Bénin, nous avons conduit des actions d'implication des populations analphabètes ou non dans la planification du développement de leurs secteurs d'activité.

Le présent article part d'une brève description des processus classiques et 'novateurs' suivis pour impliquer des acteurs analphabètes et/ou non dans la planification des secteurs du développement local en général et ceux du commerce et de l'artisanat de service en particulier dans la commune de Djidja. Dans le cadre de cette recherche, est analphabète tout individu non scolarisé et qui ne peut ni lire, ni écrire dans sa langue maternelle. Les personnes déscolarisées et ayant un faible niveau d'éducation sont appelées ici des 'demi-lettrés' et ceux qui ont reçu un bon niveau d'éducation scolaire sont considérés comme les lettrés. Il analyse ensuite le niveau de participation de ces acteurs en vue d'en déduire les conditions d'une planification participative effective et efficace au Bénin.

APPROCHES THEORIQUES ET METHODOLOGIQUE

La littérature sur le développement participatif et concerté a démontré qu'un défaut d'articulation entre intervenants extérieurs et populations bénéficiaires conduit à une faible interaction, à un faible degré de légitimation et à une faible appropriation des actions par les populations bénéficiaires qui semblent être tiraillées entre les deux groupes de prestataires de services (Loewenson, 2000a). Le concept

de participation a, en effet, connu une évolution ces dernières décennies (Pretty & Vodouhe, 1997). Ainsi de simples fournisseurs d'information, les populations bénéficiaires des actions de développement sont passées à de véritables partenaires. La participation, loin d'être un processus unilatéral, est devenu un processus interactif caractérisé par (Loewenson, 2000b) (i) un partenariat volontaire, (ii) entre différents groupes d'intérêt, (iii) basé sur une implication partagée dans la contribution aux, l'appropriation des, la responsabilisation pour, et le bénéfice des actions (vi) sur des valeurs, buts, plans, ressources et/ou actions acceptés par tous les partenaires.

Les postulats de départ qui ont servi de base pour les actions de planification conduites et qui servent de support pour le présent article se situent à trois niveaux :

- De bonnes articulations et interactions entre les différents groupes d'acteurs dans un contexte de décentralisation peuvent induire un développement local durable puisque basé sur une meilleure valorisation des perceptions et expériences des acteurs concernés mais à condition que les différents groupes y trouvent, individuellement, un intérêt immédiat ou lointain;
 - Les analphabètes, en l'occurrence les femmes, peuvent contribuer de façon efficace à l'élaboration de programme de développement local pertinents et plus adaptés à leurs besoins, ce qui garantit une plus grande appropriation des actions et projets qui affectent leur bien-être social et économique si les conditions nécessaires à leur épanouissement politico-technique sont créées. Le développement de la société civile au niveau des collectivités décentralisées ne peut se limiter aux associations ou groupements mais il doit viser la grande masse analphabète pour garantir l'alternance et la transparence nécessaires pour toute démocratisation. En effet, les enquêtes menées en 1999 sur le fonctionnement des associations paysannes ont montré que malgré les prescriptions des textes qui les régissent les organisations paysannes et fixe le mandat des Conseils d'Administration de ces structures à trois ans, les renouvellements ne se produisent pas malgré les cas de mauvaise gestion et de détournement qui sont observés çà et
-

là. Les données ayant servi de base pour la rédaction de cet article sont donc issues des expériences acquises à travers l'élaboration des plans de développement de divers secteurs du développement local en vue de la confection de plans de développement local dans le cadre du projet dénommé 'Projet d'Appui au Développement Communal dans le Zou (PADeCom-Zou)'. La méthodologie utilisée est celle de la recherche-action, méthodologie par laquelle le chercheur joue un double rôle : celui d'acteur et celui d'observateur des actions en cours. La méthode de recherche-action comporte quatre éléments-clés (Allen, 2001) :

- la collaboration à travers le processus de participation ;
- l'acquisition de connaissance par le chercheur ;
- le changement social ; et
- le développement de la capacité et des compétences des participants. L'observation participante est donc l'outil de recherche le plus utilisé.

EXPERIENCES EN MATIERE DE PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT AU BENIN

La planification du développement se faisait surtout au niveau national par les ministères sectoriels. Ces politiques sectorielles ainsi élaborées sont alors traduites et opérationnalisées aux niveaux régional et local. Elle était en un mot directive et se fait sur la base des informations et données provenant des échelons inférieurs de l'administration et qui sont très souvent peu fiable ou simplement sur la base d'un exercice intellectuel par anticipation sur les besoins des différents secteurs (Tossou, 1995 ; Vodouhè, 1996). Les objectifs nationaux dans les différents secteurs en sont les véritables moteurs. C'est donc un processus 'Top-down' dans lequel les populations sont, dans le meilleur des cas, des fournisseurs d'information et, dans le pire des cas, des absents.

Les associations de développement se sont aussi lancées dans la planification locale avec le renouveau démocratique à partir des années 90s. Dans leurs formes actuelles, les associations de développement au Bénin ont émergé, souvent à l'échelle des communes actuelles, insufflées essentiellement par les fils du terroir vivant en ville ou à l'étranger et soucieux de s'investir dans le

développement de leur localité d'origine. Elles se veulent un cadre pour dépasser les clivages politiques et prendre en charge le développement de la localité, front sur lequel l'Etat était jugé largement défaillant. Ces associations se sont donc d'emblée inscrites comme appartenant à la société civile, régies par la loi de 1901. De façon quasi uniforme, ces associations de développement bâtissent leur légitimité et leur stratégie d'action politique sur trois arguments essentiels :

- leur caractère apolitique;
- le souci de l'unité de tous les fils du terroir, au-delà des appartenances politiques; et
- le développement de la localité comme l'unique raison d'être de l'association.

Ainsi, les fils du terroir qui, souvent peu fréquents dans leur localité, se rassemblent pour sortir des plans de développement qui ne sont souvent pas réalistes et par conséquent très peu exécutés car ne répondant pas aux réalités du terrain. Cependant, ils prétendent connaître le milieu bien que n'entretenant que des liens lâches avec leurs communautés d'origine. De telles procédures continuent d'avoir cours actuellement, avec l'élaboration des plans communaux de développement dans certaines communes. Dans le département du Zou où le présent projet est exécuté, il n'a pas été facile de convaincre tous les maires de la nécessité d'une démarche participative dans la planification du développement local, car disent-ils c'est une manière d'offrir des occasions de critique et de blocage à leurs opposants politiques. C'est donc une nouveauté à laquelle les acteurs du développement communal se sont vus confrontés.

Enfin, ces dernières années, plusieurs ONG se sont exercées à adopter des approches plus participatives dans la planification. Mais elles ne disposent pas souvent des ressources humaines et financières nécessaires pour faire face aux exigences desdites approches. Une démarche territoriale est souvent adoptée. Bien que pertinente, cette démarche présente un certain nombre d'insuffisances à savoir, entre autres, le risque de focalisation sur le visible, les infrastructures notamment, et de privilégier certaines régions au détriment d'autres ; non valorisation des potentialités des associations qui sont déjà actives dans les divers secteurs. Puisque désormais, seule la

commune dispose d'une personnalité juridique, une approche systémique des secteurs permet de mieux se focaliser sur la synergie qui existe entre localités d'une même commune et surtout permet un équilibrage du développement de la commune sur la base des potentialités de chaque zone ou région et non sur des considérations partisans.

MECANISMES D'IMPLICATION DES ANALPHABETES DANS LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT

Les secteurs du commerce et de l'artisanat de service emploient une partie non négligeable de la population béninoise. Le commerce est largement dominé par les femmes dans les milieux ruraux. La plupart de ces acteurs ont un niveau d'éducation faible ou nulle et ne se sont pas intéressés aux activités d'alphabétisation supportées aussi bien par les structures de l'Etat que par divers ONG et projets. En effet, les études effectuées dans ces différents secteurs au niveau du département du Zou ont montré qu'une partie importante des artisans n'est jamais allée à l'école (30% pour les hommes et 37% pour les femmes) ou ont simplement fait le primaire (44% pour les hommes et 27% pour les femmes). Donc, le niveau d'analphabétisme est assez élevé dans le secteur et surtout en ce qui concerne les femmes. Mais 64% des hommes lisent et écrivent difficilement le français ou la langue locale contre 54% pour les femmes. Donc, les femmes s'intéressent plus à l'alphabétisation. Dans la commune de Djidja, et tenant compte de cette situation, le projet a opéré des choix méthodologiques appropriés pour amener ces acteurs à s'impliquer réellement dans la planification de leur secteur. Ces choix ont porté essentiellement sur la langue de travail, les commissions de préparation d'ateliers et les groupes de travail.

La langue de travail retenue est celle de la localité. L'utilisation des interprètes a été évitée afin de réduire les risques de déformation. Ainsi, tous les animateurs du projet, souvent originaires de la localité ou par des langues proches de celle de la localité, ont été contraints à manipuler la langue locale. Ce choix a facilité la communication entre les acteurs et a permis aux analphabètes de s'exprimer aisément. Les débats ont été souvent longs et les animateurs n'arrivent pas toujours à exprimer aussi facilement leurs intentions.

Un tel choix méthodologique rallonge le temps consacré aux ateliers, et ne permet souvent pas d'atteindre pleinement les objectifs ou de réaliser la totalité des activités programmées pour chaque atelier. Le surplus de temps, généralement exigé par l'utilisation de la langue locale peut être estimé à 25% du temps de travail en français. L'augmentation du temps consacré à l'atelier est à deux facteurs fondamentaux à savoir :

- la non maîtrise de la manipulation de la langue locale par les animateurs qui éprouvent des difficultés à trouver les concepts locaux traduisant au mieux ceux utilisés en français ;
- les interactions dans les groupes sont plus affectives qu'orientées vers la réalisation de la tâche ; et
- les femmes allaitantes sont souvent quelquefois obligées de consacrer un peu d'attention à leurs enfants, ce qui ralentit leur contribution à la réalisation de la tâche du groupe.

Les commissions de préparation des documents d'atelier

Deux ateliers ont été organisés : le premier pour valider le diagnostic des secteurs et déterminer les visions pour le développement des chacun des secteurs ; le second pour la validation des projets élaborés pour le développement des secteurs. Les différents travaux préparatoires à ces ateliers ont été conduits par les acteurs avec la facilitation du personnel du projet. Ces commissions sont composées aussi bien des acteurs des secteurs en question que des responsables des services techniques déconcentrés de l'État, compétents en la matière. Ces derniers sont les seuls intellectuels avec des niveaux de formation acceptables. Les acteurs du secteur sont pour la plupart analphabètes ou 'demi-lettrés' comme on appelle souvent ceux qui ont fait le primaire ou non mais qui s'efforcent continuellement pour savoir lire et écrire et améliorer leur connaissance du français. Dans les milieux ruraux, ils sont surtout en contact avec les étrangers et profitent de leur position de plus lettrés.

Les expériences accumulées à travers le processus ont montré que les acteurs exerçant dans les secteurs ont été les plus assidus malgré leur faible niveau d'instruction. Ils ont conduit les diagnostics sur la base des instructions données par les facilitateurs du projet. Une femme analphabète s'est fait enregistrer les informations par ses

enfants dans un cahier qu'elle a acheté à cet effet. Ceux qui sont alphabétisés prennent les informations en langue locale et viennent les restituer durant les travaux de commission. La principale limite dans ce système est que beaucoup d'informations sont restituées par voie orale. Les notes prises ne sont pas toujours complètes mais servent uniquement de fil directeur pour la restitution par les analphabètes des données collectées. De ce fait, les séances de travail sont souvent longues et les facilitateurs n'arrivent pas à tirer le maximum de ces acteurs si eux-mêmes ne sont pas vigilants et patients. De même, les rapports issus de ces séances sont souvent courts et sans substance si le facilitateur ne pose pas les bonnes questions, ne valorise pas au mieux les réponses données et surtout ne prend pas correctement note des informations fournies oralement par les acteurs-chercheurs. L'expérience a montré que la dotation de chaque groupe ou commission de travail d'un facilitateur-rapporteur externe donne de meilleurs résultats.

Les groupes de travail et discussions en plénière

En général, l'on a constaté que la participation des femmes analphabètes aux ateliers se trouve limitée non seulement par la langue de travail (si le français est utilisée) mais aussi et surtout par leurs occupations familiales en l'occurrence la garde et les soins à apporter aux enfants par les femmes allaitantes. Au cours des ateliers organisés par le projet dans le cadre de cette recherche-action, les femmes sont autorisées à venir aux séances avec leurs enfants. Ainsi, on pouvait observer par-ci une femme allaitant son enfant, par-là une autre couchant son enfant sur un pagne dans un coin de la salle ou simplement dans les allées. Enfin, les cris des enfants peuvent retentir de temps en temps. La contrainte majeure observée ici est la faible participation des femmes allaitantes aux travaux, cependant, dans les heures paisibles ou de tranquillité des enfants, leurs contributions aux travaux ont été appréciables et elles se sont senties intéressées tout au long des travaux.

Dans les groupes de travail, les discussions ont été enrichies car certains de ces acteurs sont arrivés à surmonter leur peur dans les petits groupes en apportant des contributions appréciables. Les transcriptions des résultats des discussions menées en langue locale se sont faites en français par les facilitateurs de groupe qui sont, très

souvent, les membres des commissions qui ont préparé les ateliers. En effet, les évaluations faites de ce processus de planification sectorielle ont révélé que les acteurs, analphabètes, ont reçu de fait une formation à travers leur participation aux travaux de commission et déclarent être à même de répliquer cette expérience avec un minimum d'accompagnement externe.

DISCUSSION DES RESULTATS ET LEÇONS TIREES DE CETTE RECHERCHE-ACTION

Les expériences accumulées à travers ces processus de planification du développement des secteurs d'activités dans lesquelles des analphabètes et plus spécifiquement des femmes rurales sont impliquées nous ont permis de tirer quatre leçons essentielles.

- Les populations rurales en général et les femmes en particulier ont soif de participation aux décisions et actions qui les affectent même si elles sont analphabètes. Elles savent se rendre disponibles pour une participation effective et efficace et prennent toutes les dispositions à cet effet. L'essentiel est de leur fournir les moyens, les directives nécessaires à cette participation. Mais, très souvent, le faible intérêt civique des développeurs ainsi que leurs cultures paternalistes, l'analphabétisme, les charges familiales des femmes en milieux ruraux et les capacités limitées des populations constituent des freins importants pour l'intensité et l'efficacité des interactions entre groupes d'acteurs.

Certains responsables ou représentants des institutions étatiques affichent un faible enthousiasme pour participer aux structures mises en place pour la planification des actions aux côtés des populations analphabètes. D'autres sont réticents ou peu enclins à accepter la perte de pouvoir, l'humilité et le changement de comportement qu'entraînent de telles implications et responsabilisation des communautés à la base. Le facteur temps est souvent évoqué pour justifier de telles réticences. Dans le cas de ce projet, le temps n'est pas important mais, sont déterminants, les impacts produits et le niveau d'appropriation atteint.

- La création de conditions de flexibilité, l'élaboration de termes de références clairs, c'est-à-dire une bonne délimitation des tâches à accomplir, et une meilleure responsabilisation des populations analphabètes valorisent au mieux leurs capacités, connaissances et expériences et créent un climat de confiance entre intervenants et acteurs locaux d'une part et au sein des acteurs locaux eux-mêmes d'autre part. La création de ces conditions développe en eux une confiance-en-soi, permet aux participants de se sentir chez eux et d'être beaucoup plus relaxes au lieu d'être confinés dans des comportements qui ne les ressemblent pas du tout.

Le manque d'expériences et de références en matière de participation centrée sur les bénéficiaires et leurs intérêts/besoins, aussi bien au niveau des populations elles-mêmes que celui de la plupart des développeurs limite la contribution des populations analphabètes au processus de développement.

On peut donc conclure que trois facteurs sont déterminants pour induire des transformations sociales favorables à une participation plus accrue et plus efficace des populations analphabètes à la planification des actions susceptibles de promouvoir leur secteur d'activités. Il s'agit de :

- l'autonomie d'action, de décision et de comportement ou simplement une meilleure responsabilisation des acteurs ;
- la motivation sous toutes ses formes (économique, sociale et institutionnelle notamment) ainsi que du niveau de satisfaction des intérêts individuels immédiats ; et
- la capacité d'action, la compétence des acteurs (que ce soit du point de vue technique ou méthodologique) ainsi que les expériences accumulés par ces derniers dans le domaine de la participation (Tossou, 1995 ; 1996).

L'autonomie d'action, de décision et de comportement ou simplement une meilleure responsabilisation des populations rurales en général et analphabètes en particulier

La décentralisation dont l'ambition est de remettre le pouvoir aux populations elles-mêmes implique le renforcement de l'autorité et des

compétences non seulement des représentants locaux mais aussi et surtout des populations afin de garantir une démocratie et une transparence dans la gestion des biens publics. La population étant elle-même à plus de 60% analphabète, ignorer cette forte proportion consisterait à instaurer une décentralisation bancale et à créer au sein de cette population une autre forme de puissants. Ainsi, ce ne seront plus les agents de l'Etat qui consisteraient le frein pour un développement local participatif mais les populations lettrées. Ainsi donc, les populations analphabètes qui constituent les principaux acteurs des secteurs-clés du développement dans les milieux ruraux se doivent de participer à l'élaboration des décisions qui concernent le développement de leur localité, donc qui les concernent. Il s'agit de mettre fin à la pratique de marginalisation des analphabètes simplement à cause de la barrière que constitue la langue de travail. Ils doivent être associés à la prise des décisions affectant leurs secteurs d'activités quels qu'en soient les coûts. De cette manière, les décisions pourront être prises plus rapidement. En outre, elles seront plus adaptées aux réalités vécues par eux ainsi qu'à leurs besoins et seront alors mieux exécutées car bien appropriées par les acteurs concernés qui se sentiront plus responsabilisés. L'argumentaire adopté ici ne veut aucunement signifier que la planification locale sera uniquement l'affaire des analphabètes ou des ruraux. Le processus de planification est un dialogue technico-politique. Ainsi, la collaboration entre secteurs, entre disciplines, mais également entre agents de l'Etat et acteurs locaux et entre lettrés et analphabètes fait partie intégrante du processus. Cependant une redistribution du pouvoir en la matière s'impose.

La motivation des acteurs impliqués dans la planification du développement local

Un individu est dit motivé lorsqu'il s'engage à accomplir une action sans aucune réserve, lorsqu'il la considère comme 'sa chose' et s'y engage corps et âme. La motivation peut avoir plusieurs sources : matérielle, financière, institutionnelle ou simplement social. Le niveau d'éducation et la capacité à exprimer ce que l'on pense ou simplement de pouvoir communiquer avec d'autres peut être une source de motivation. Dans le cadre de la planification participative du développement et comme il a été démontré plus haut, l'une des

contraintes majeures de sa mise en œuvre est le problème de langue aussi bien pour l'intervenant extérieur que pour la population. La solution à un tel problème passe par une éducation de masse. Une grande partie de la population concernée actuellement par l'analphabétisme et intéressante dans la planification du développement local est déjà adulte et ne peut plus se faire inscrire dans une école. Dans ce cas, l'alphabétisation ou ce qui était connu autrefois connu l'appellation de 'cours d'adulte', un système d'éducation non-formelle des adultes en langue française initié dans les années 50s, s'avère la meilleure alternative qui pourrait faciliter non seulement la responsabilisation des populations rurales mais surtout la communication entre elles et avec les intervenants. La question est de savoir dans quelle langue faire l'alphabétisation. Beaucoup d'efforts ont été fournis dans le domaine de l'alphabétisation en langues locales. Mais les personnes alphabétisées se considèrent comme appartenant à un monde à part. En effet, ils peuvent communiquer entre eux mais pas avec les intellectuels qui n'ont jamais été alphabétisés en leur langue. De plus, toutes les informations même dans les communes actuelles sont rédigées en langue française et ne leur sont pas accessibles. En toute responsabilité, nous devons opérer un choix : promouvoir l'alphabétisation en langue locale ou reprendre le système de 'cours d'adulte'.

L'adoption de la première alternative nous amènera à mieux valoriser nos langues locales. Ainsi, des efforts doivent être faits, parallèlement à l'alphabétisation de la masse rurale, pour non seulement alphabétiser les intellectuels et les agents au moins des services communaux mais également pour mettre les informations utiles pour la population rurale en langue locale dans la plupart des services. De plus, l'alphabétisation doit être intégrée dans les enseignements primaire et secondaire. Cette alternative contribuera énormément au succès de la décentralisation mais nécessite des investissements importants et surtout une volonté politique de faire bouger les choses.

La seconde alternative risque d'être moins coûteuse si elle est couplée avec la volonté politique de rendre obligatoire l'éducation primaire pour tous les enfants scolarisables. Ce dernier aspect qui nécessite

une application effective de la gratuité de l'éducation primaire comme le prescrit la Constitution du Bénin exigera des investissements. Son danger réside dans son aspect d'acculturation qui conduira à terme à l'abandon de nos langues locales et donc de nos valeurs.

L'amélioration des capacités techniques, méthodologiques et organisationnelles des populations analphabètes surtout dans les milieux ruraux est une condition d'équité dans un système de décentralisation. En effet, les milieux ruraux d'une manière générale, et les analphabètes ont constitué pendant longtemps des laissez-pour-compte dans le domaine de l'amélioration des capacités à cause principalement des barrières de langue. Les formations sont souvent organisées en français si bien que les milieux ruraux y ont un accès limité si ce n'est que par l'intermédiaire des quelques lettrés ou demi-lettrés qui ont des difficultés de restitution fidèle, au niveau local, du contenu des formations reçues. Ainsi, pour promouvoir l'équité dans les systèmes décentralisés, il serait nécessaire que les structures déconcentrés de l'Etat s'investissent dans le développement des capacités techniques, organisationnelles et méthodologiques des couches les plus défavorisées que sont les analphabètes des campagnes. Nous devons donc accorder une attention particulière au suivi de l'impact de la décentralisation sur le développement des capacités des populations locales en général et des analphabètes ruraux en particulier.

CONCLUSION

Les expériences accumulées dans le domaine de la planification participative du développement à travers les secteurs du commerce et de l'artisanat de service dans Djidja ont montré que les populations analphabètes des milieux ruraux ont soit d'être responsabilisés pour le développement de leur secteur d'activités. Des obstacles existent certes, mais une bonne délimitation des tâches à accomplir, la création d'un contexte de facilitation assez flexible, et surtout le choix de la langue locale comme canal de communication créent les conditions propices pour une participation effective et efficace des analphabètes à la prise des décisions qui les concernent et les affectent. Des choix politiques méritent d'être opérés pour

réduire ce fossé linguistique qui existe entre lettrés et analphabètes, fossé qui s'élargit de plus en plus et qui ne facilite pas les interactions et ne valorise pas les perceptions, connaissances et compétences locales. Le succès de la décentralisation tant attendue par les populations et les partenaires au développement en dépend. Une bonne expression de la démocratie et une gestion transparente des affaires publiques ne pourront être réalisées sans une communication efficace.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ALLEN W. 2001. Working together for environmental management : the role of information sharing and collaborative learning, chapter 3 (the role of action research in environmental management). PhD thesis, Massey University , pp. 12-21.
- LOEWENSON R. 2000a. Participation and accountability in health systems : the missing factor in equity. Training & Research Support Center, Zimbabwe, 27 p. www.equinet africa.org/bibl/docs/partic.&account.pdf.
- LOEWENSON R. 2000b. Public participation in health systems : Report on a regional meeting. Equinet Policy Series 6, pp 1-25.
- PRETTY J. N. & VODOUHE S. D. 1997. Using Rapid or Participatory Rural Appraisal. *In* : Swanson B. E., Bentz R. P. & A. J. Sofranko (eds). Improving agricultural extension : a reference manual. FAO, Rome, pp. 47-55.
- TOSSOU C. R. 1995. People's response to policy change in agricultural development organization : the Benin case. CIP-DATA KONINKLIJKE BIBLIOTHEEK, Den Haag, The Netherlands, 215 p.
- TOSSOU C. R. 1996. La professionnalisation de la vulgarisation au Bénin. *In* : Bierschenk T., Le Meur P.-Y. & von Oppen M. (eds). Institutions and technologies for Rural Development in West Africa. Margraf Verlag Weikersheim, Germany, pp. 499-512.
- VODOUHE D. S. 1996. Making rural development work, cultural hybridation of farmers' organization : the Adja case in Benin. Grafisch Service Centrum Van Gils BV, Wageningen, The Netherlands, 190 p.